



Éducation Nationale et Enseignement supérieur : ne pas jeter d'huile sur le feu

Avec les personnels soignants et toutes celles et ceux qui répondent aux besoins de première nécessité, les enseignant-es et l'ensemble des personnels administratifs, techniques, sociaux, de santé, de surveillance, d'encadrement de l'Éducation nationale et des établissements d'enseignement supérieur et de recherche sont en première ligne pour faire face à la crise sanitaire liée à l'épidémie du coronavirus.

Ils et elles s'engagent et déploient beaucoup d'énergie pour assurer un lien et une présence avec les élèves, les familles et les étudiant-es, essentiel notamment pour les plus fragiles. Ils et elles organisent la continuité de service et tentent de maintenir, autant que faire se peut, une activité scolaire et universitaire en dépit des difficultés matérielles (organisation personnelle compliquée, outils informatiques, serveurs et connexions saturés) et des propos ministériels qui sont de plus en plus virtuels et détachés de la réalité quotidienne, voire qui confinent parfois au déni.

Ceux-ci ont fait perdre de précieux jours dans l'organisation réelle du système éducatif et universitaire, du fait des ordres, contre-ordres et volte-face en tout genre. Il est inadmissible que la communication ministérielle donne l'illusion que l'école et l'université se poursuivent à domicile. D'une part parce que l'Éducation Nationale et l'Enseignement Supérieur n'étaient pas et ne sont pas prêts à assurer une continuité pédagogique réelle. D'autre part, parce que ce serait nier l'importance des inégalités sociales qui sévissent dans certains territoires où les élèves les plus éloignés des codes scolaires, les plus touchés par la fracture numérique, sont les plus impactés par la situation. Enfin, parce que rien ne peut remplacer le travail au sein d'une classe. Le ministre doit l'admettre, ne pas tromper les familles et le dire. La FSU rappelle également ses demandes de protection des personnels accueillant les enfants des personnels soignant-es.

Concernant la préparation de la rentrée, il est irresponsable de faire comme si de rien n'était. Les autorités académiques et départementales continuent de vouloir tenir des instances comme si tout rentrerait bientôt dans l'ordre, alors que le confinement du plus grand nombre est la priorité ! C'est ce principe premier qui, aujourd'hui, procède de l'intérêt général ! La crise est sanitaire et non scolaire ! La FSU demande dans l'immédiat un moratoire sur toutes les opérations de carte scolaire et une concertation nationale avec les organisations représentatives pour envisager la rentrée sous tous ses aspects : définition de priorités et de différents scénarios cohérents entre eux pour réorganiser la continuité en tenant compte de la réalité, de ce qui est connu et de ce qui ne l'est pas ; report avec l'assurance d'un maintien des concours de recrutement à une date raisonnable pour tenir compte de la situation de l'épidémie ; concertation sur les conditions d'organisation des examens ; plan d'urgence pour répondre à la fracture scolaire ; sécurisation de la situation et de la santé des personnels.

Les Lilas, le 19 mars 2020

